

Avec le concours de la Commission, la conclusion des nouveaux accords d'association euro-méditerranéens, prévus dans le cadre du processus de Barcelone, avec l'Egypte, le Liban, la Jordanie et l'Algérie, revêt une importance particulière.

Deux conférences ministérielles seront organisées: une deuxième réunion des Ministres de l'Industrie à Marrakech et une première réunion des Ministres de l'Environnement à Helsinki.

Dans le cadre du partenariat social, culturel et humain, la présidence organisera à Luxembourg une conférence autour du thème «La perception de l'Autre dans le domaine de l'enseignement».

IRAN

La politique poursuivie par l'Iran continue à préoccuper l'UE. La présidence suivra de près les développements dans ce pays et, en fonction de ceux-ci, mettra en oeuvre les conclusions que le Conseil a arrêtées à la suite du verdict prononcé dans le procès du Mykonos.

RELATIONS TRANSATLANTIQUES

La présidence oeuvrera en faveur du développement harmonieux des relations transatlantiques avec les Etats-Unis par la mise en oeuvre des conclusions du Sommet de La Haye. En matière économique, une attention particulière sera accordée à la poursuite des travaux relatifs à l'étude conjointe et à la promotion de la « transatlantic market place ». A cette fin, la mise en oeuvre et l'extension éventuelle des accords de reconnaissance mutuelle devra, en particulier, être assurée dans les meilleures conditions.

Elle vise à obtenir dans les meilleurs délais un règlement satisfaisant des problèmes entraînés par les législations américaines Helms-Burton et d'Amato.

Dans le domaine de la justice et des affaires intérieures qui revêt désormais une importance particulière dans les relations transatlantiques, la présidence intensifiera la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic international de la drogue.

La présidence favorisera les relations de coopération dans divers domaines tels que le social, la recherche scientifique et technique, l'environnement et la santé.

Elle continuera à encourager les échanges entre les milieux économiques organisés au sein du TABD (Transatlantic Business Dialogue) et assurera le suivi de la conférence « people to people ».

La présidence coopérera avec ses partenaires transatlantiques dans la recherche d'une solution aux conflits, notamment en Ex-Yougoslavie, au Moyen-Orient à Chypre et en Afrique centrale.

La présidence attachera également une grande importance à la mise en oeuvre des conclusions du Sommet de Denver entre l'UE et le Canada, conformément à la déclaration de politique commune et au plan d'action UE-Canada.

ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN

La présidence poursuivra avec ses partenaires la mise en oeuvre de l'accord sur l'EEE. Le 8ème Conseil EEE se tiendra le 24 novembre prochain.

CONFEDERATION HELVETIQUE

Au regard des derniers développements, la poursuite et si possible la conclusion des négociations en cours entre l'UE et la Suisse pourra être envisagée sur base de l'évolution de la position de la Suisse en particulier dans le domaine des transports. Il est entendu que la présidence veillera au strict respect des mandats de négociation d'octobre 1994 et mars 1995, en particulier pour ce qui est du maintien du parallélisme approprié entre les différents domaines de négociation.

PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

La présidence veillera à consolider le cadre existant des relations avec l'ensemble des pays associés.

Sur le plan bilatéral, les accords d'association sont à présent entrés dans une phase de gestion. L'adaptation des accords européens dans le domaine agricole sera à l'ordre du jour. La mise en vigueur des nouvelles règles d'origine applicables au commerce préférentiel au niveau pan-européen coïncidera avec le début de la Présidence.

Sur le plan multilatéral, huit réunions de dialogue structuré sont prévues au courant du deuxième semestre de 1997. La présidence a proposé à ses partenaires de tenir, pour la première fois, une rencontre au niveau ministériel dans le domaine des affaires sociales. A ce titre, elle fera un état des lieux de la reprise de l'acquis communautaire par les pays associés et initiera une discussion sur la mise en place des dispositions fixant le cadre du dialogue social.

RUSSIE

Une importance primordiale s'attache au développement des liens politiques et économiques entre l'Union européenne et la Fédération de Russie. De nouvelles perspectives se présentent à la suite des développements de ces derniers mois et notamment de la conclusion de l'accord OTAN-Russie.

Le deuxième semestre de 1997 sera prévisiblement placé sous le signe de l'entrée en vigueur des accords de partenariat et de coopération avec la Russie signé 24 juin 1994. La présidence poursuivra activement la préparation de cette échéance importante, pour permettre la tenue du premier Conseil de coopération avec la Russie.

Un Sommet UE-Russie aura lieu au courant de l'automne.

UKRAINE

La tenue d'un premier Sommet en automne à Kiev entre l'Union européenne et l'Ukraine permettra de réaffirmer l'importance des relations avec ce pays. Celles-ci devraient être intensifiées à l'occasion de l'entrée en vigueur de l'Accord de partenariat et de coopération. La tenue d'un premier Conseil de partenariat et de coopération au niveau ministériel est prévue.

L'Union ne relâchera pas ses efforts et poursuivra ses actions en faveur de la sûreté nucléaire en Ukraine - tout comme dans les autres pays d'Europe centrale et orientale - au regard notamment des conclusions dégagées dans ce contexte lors du G8 de Denver.

BELARUS

L'UE suivra attentivement les développements au Belarus, en particulier pour ce qui est du respect des droits de l'homme et du fonctionnement démocratique des institutions. A cet égard, elle est prête à coopérer avec ce pays en vue de l'introduction des réformes politiques nécessaires.

RELATIONS AVEC LES PAYS ACP

Les réflexions relatives à la révision de la Convention de Lomé seront activement poursuivies, non seulement au niveau des Ministres chargés de la Coopération, mais également au niveau des Ministres des Affaires Etrangères. La Commission alimentera le débat sur base d'une communication qu'elle adressera au Conseil en automne. Au vu de ces échanges, la Commission soumettra au Conseil en fin d'année un projet de mandat de négociation.

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

En matière de coopération au développement, la présidence luxembourgeoise se propose de mener à bien le processus législatif entamé en vue de l'adoption du règlement concernant la « Coopération Nord-Sud dans la lutte contre les drogues et la toxicomanie ». Elle reprendra, respectivement entamera, au niveau du groupe de travail, les discussions en vue de l'adoption de positions communes sur les propositions de règlements relatives à la « coopération décentralisée », l'intégration des questions de genre » et les « Droits de l'homme ».

Au cours de la présidence luxembourgeoise la Commission présentera des communications sur les sujets de « Démocratisation », de « Politique forestière dans les PVD » et de « good governance ».

Par ailleurs, la présidence luxembourgeoise lancera une discussion sur les instruments de microfinancement dans la coopération au développement de l'Union européenne dans les PVD.

AFRIQUE

La présidence favorisera les efforts des pays africains et notamment de l'OUA dans la prévention et la solution des conflits. Elle favorisera le dialogue entre l'UE et les organisations régionales et sous-régionales en Afrique, en particulier l'OUA et la SADC.

Le processus de stabilisation, de réconciliation et de démocratisation dans la région des Grands Lacs et notamment dans la République Démocratique du Congo sera poursuivi. La présidence agira surtout à travers la mission de l'envoyé spécial de l'UE. Des relations constructives avec les nouvelles autorités de la RDC seront à établir et à développer en fonction de l'avancement de ce processus. Les engagements pris par le Président Kabila concernant la protection des réfugiés et les enquêtes à mener sur les violations présumées des droits de l'homme devront être respectés. La présidence est prête à soutenir le processus de démocratisation qui devrait se traduire par la tenue d'élections libres et régulières dans deux ans. Une troïka au niveau politique est en préparation.

L'UE devra accorder une grande priorité aux pays d'Afrique centrale, exposés à l'heure actuelle à de graves conflits.

RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'ASIE

Une attention particulière sera accordée aux relations entre l'UE et l'Asie.

Deux réunions ministérielles sont prévues en septembre dans le cadre de l'ASEM: l'une au niveau des Ministres des Finances à Bangkok (Thaïlande) et l'autre au niveau des Ministres de l'Economie à Makuhari (Japon). La présidence organisera les 30/31 octobre une réunion des Hauts Fonctionnaires à Luxembourg pour examiner la mise en oeuvre des résultats de la réunion ministérielle de Singapour et pour lancer la préparation du Sommet de Londres qui se tiendra en 1998.

Les relations entre l'UE et les pays de l'ASEAN seront approfondies conformément aux conclusions de la réunion ministérielle qui a eu lieu les 13/14 février 1997 à Singapour. Elle tiendra compte des conclusions du Conseil Affaires Générales du 26 juin, adoptées à la suite de l'élargissement de l'ASEAN.

La présidence suivra de près le processus de transition en cours à Hong Kong et notamment le respect des accords conclus ainsi que des droits et libertés de sa population.

La présidence contribuera à l'approfondissement des relations UE-Japon en tenant compte notamment des conclusions du récent sommet UE-Japon.

Les relations avec la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et l'Australie seront développées, en particulier lors des rencontres de dialogue politique au niveau ministériel prévues avec ces pays.

La présidence continuera à appliquer la position commune concernant le Timor-Est.

AMERIQUE LATINE

La présidence poursuivra l'approfondissement des relations avec les pays de l'Amérique latine sur base des accords conclus avec le Mercosur, le Chili, les Etats d'Amérique centrale et le Pacte Andin. Le dialogue politique avec le Groupe de Rio. sera continué.

Elle oeuvrera en vue de la conclusion d'un nouvel accord de coopération entre l'UE et le Mexique.

NATIONS UNIES

La présidence luxembourgeoise appuiera le processus de réformes des Nations Unies que le Secrétaire Général est en train de relancer.

DROITS DE L'HOMME

La présidence accordera une attention particulière à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Consciente de l'importance qui s'attache en particulier au principe de l'universalité de ces droits, elle entend promouvoir la réflexion en cours sur une réévaluation de la stratégie de l'UE en matière de droits de l'homme.

DESARMEMENT

Une attention particulière s'attache au problème des mines anti-personnel. En application de l'action commune du 1er octobre 1996 et en prenant en compte des résultats de la Conférence qui vient de se tenir à Bruxelles, la présidence contribuera aux travaux en cours appelés à conduire, aussi rapidement que possible, à une interdiction totale des mines anti-personnel de par le monde.

Les conclusions du Conseil européen d'Amsterdam sur le contrôle des exportations d'armes seront mises en oeuvre.

PIANO D'AZIONE PER IL MERCATO UNICO

Comunicazione della Commissione
al Consiglio europeo

SOMMARIO

Perché proporre un piano di azione in questo momento?

Quattro obiettivi strategici

Obiettivo strategico 1: *Rendere più efficaci le norme*

Azione 1: Rendere operativa la legislazione già adottata in materia di mercato unico.

Azione 2: Creare una struttura per l'esecuzione delle norme e la risoluzione dei problemi

Azione 3: Fornire alle imprese un migliore accesso ad una corretta informazione

Azione 4: Semplificare e migliorare la legislazione nazionale e comunitaria

Azione 5: Colmare le lacune dell'attuale quadro giuridico

Obiettivo strategico 2: *Eliminare le principali distorsioni del mercato*

Azione 1: Eliminare le distorsioni provocate dall'imposizione fiscale

Azione 2: Creare un nuovo sistema comune d'imposta sul valore aggiunto

Azione 3: Ristrutturare il sistema comunitario di tassazione dei prodotti energetici.

Azione 4: Adottare un'impostazione rigorosa nella politica della concorrenza

Obiettivo strategico 3: *Eliminare gli ostacoli settoriali all'integrazione dei mercati*

Azione 1: Eliminare le barriere esistenti nei mercati di servizi.

Azione 2: Rafforzare i controlli sui prodotti.

Azione 3: Migliorare il contesto commerciale per le operazioni transfrontaliere

Azione 4: Affrontare la sfida dell'innovazione e delle nuove tecnologie

Obiettivo strategico 4: *Creare un mercato unico al servizio di tutti i cittadini*

Azione 1: Eliminare i controlli alle frontiere

Azione 2: Aggiornare le norme attuative del diritto di soggiorno

Azione 3: Tutelare i diritti sociali

Azione 4: Promuovere la mobilità della manodopera nell'Unione

Azione 5: Tutelare i diritti dei consumatori, la salute e l'ambiente

Azione 6: Istituire un dialogo con il cittadino

La dimensione internazionale del mercato unico

Conclusioni

Allegato 1: Calendario differenziato dell'esecuzione del Piano d'azione per il mercato unico.

Allegato 2: Lista commentata delle azioni prioritarie.

PERCHÉ PROPORRE UN PIANO DI AZIONE IN QUESTO MOMENTO?

Il mercato unico europeo costituisce il più grande mercato interno del mondo; esso ha contribuito in misura considerevole ad incrementare la crescita economica, la libera concorrenza e l'occupazione. Ha portato ad un aumento del reddito dell'UE stimato tra l'1,1 e l'1,5% nonché alla creazione di nuovi posti di lavoro, calcolati tra i 300.000 ed i 900.000, ma il suo potenziale non è stato ancora pienamente sfruttato: esistono tuttora degli ostacoli che vi si frappongono. L'Europa ha bisogno di un mercato unico ancora più efficace per conseguire maggiore crescita economica, innovazione ed occupazione; di un mercato unico che operi nell'interesse di tutti - cittadini, consumatori, piccole e grandi imprese; un mercato che contribuisca allo sviluppo equilibrato dell'economia in tutte le regioni dell'UE e dello Spazio economico europeo; un mercato dinamico, basato sulla conoscenza, che risponda alle esigenze sociali e tenga conto delle preoccupazioni di tutti coloro che ne sono coinvolti. Un mercato interno perfettamente funzionante contribuirà a completare la transizione verso la moneta unica nelle condizioni più favorevoli, così come alla riuscita del processo di ampliamento. La Relazione della Commissione per il 1996 sulle "ripercussioni ed efficacia del mercato unico" ha registrato un vasto consenso tra gli Stati membri. La volontà politica è palese, ma deve ora tradursi in azioni mirate.

Il mercato unico non costituisce soltanto una struttura economica. Al suo interno, 370 milioni di persone cercano migliori possibilità occupazionali, migliori condizioni di vita e di lavoro, una scelta più vasta di prodotti e servizi di qualità - compreso l'accesso per tutti ai servizi di interesse generale - ed a prezzi inferiori. Il mercato unico opera nel loro interesse. Molti risultati sono già stati raggiunti; le persone godono già del diritto di spostarsi e di lavorare liberamente in tutto il territorio dell'UE. Il mercato unico stabilisce le norme basilari nel settore sanitario e della sicurezza, della pari opportunità e del diritto del lavoro. Tuttavia il cammino verso la piena e concreta realizzazione di tali diritti non è ancora concluso. Inoltre, la politica sociale deve

alleviare le difficoltà del processo di cambiamento, promuovendo una nuova interazione tra flessibilità e sicurezza, ad esempio attraverso informazioni e consultazioni appropriate e un maggior contributo delle parti sociali. La strategia europea in materia di occupazione, approvata dal Consiglio Europeo di Dublino e sostenuta dal Patto di fiducia per l'occupazione della Commissione, contribuirà a fornire ai cittadini nuove opportunità per migliorare e perfezionare le proprie competenze professionali. Analogamente, la Commissione opererà di concerto con gli Stati membri al fine di modernizzare i sistemi di protezione sociale e di renderli più compatibili alle esigenze dell'occupazione. Il mercato unico deve altresì continuare a contribuire alla maggiore convergenza e coesione a favore degli Stati membri periferici dell'Unione, sostenute, laddove necessario, da un continuo monitoraggio e da un'adeguata assistenza della Comunità. Saranno necessari ulteriori sforzi per assicurare la coerenza fra il mercato unico e le altre politiche.

Il mercato unico dipende, per il suo successo o per il suo fallimento, dalla fiducia accordatagli: fiducia nel fatto che tutte le norme fondamentali siano state emanate, che siano pienamente ed equamente applicate, che i problemi vengano affrontati rapidamente, che le regole fondamentali per la libera concorrenza siano pienamente rispettate; fiducia dei consumatori nell'affidabilità di beni e servizi e dell'informazione; fiducia da parte delle piccole imprese - generatrici di occupazione - che il mercato possa operare a loro vantaggio; fiducia che tutti i governi si adoperino per il suo buon funzionamento. Concludere affari, spostarsi, risiedere o lavorare nello "spazio senza frontiere" dell'Unione deve diventare altrettanto semplice che all'interno di qualsiasi Stato membro.

Il Piano di azione, annunciato nelle conclusioni del Consiglio europeo di Dublino, si prefigge il chiaro obiettivo di migliorare i risultati e l'efficacia del mercato unico negli anni futuri. La terza fase dell'UEM costituisce una congiuntura delicata; il mercato unico fornirà il sostegno

economico di base all'Unione monetaria e l'euro apporterà valore aggiunto ed efficienza al mercato unico. Le azioni proposte sono indubbiamente ambiziose. Applicarle richiederà considerevole volontà politica. Il tempo a disposizione è poco; ma se il programma riesce, l'Europa disporrà di un mercato interno in grado di generare ulteriore crescita economica ed occupazione, salvaguardando e sviluppando al contempo il modello sociale europeo.

La Commissione pubblicherà periodicamente e porterà all'attenzione di ciascun Consiglio "mercato interno" e di ciascun Consiglio europeo un "quadro del punteggio del mercato unico", contenente indicatori dettagliati sulla progressiva evoluzione del mercato unico e sul livello di impegno dimostrato dagli Stati membri nell'esecuzione del Piano d'azione.

QUATTRO OBIETTIVI STRATEGICI

Il Piano d'azione fa seguito alla relazione della Commissione sulle ripercussioni e l'efficacia del mercato unico e stabilisce le priorità per fornire una visione chiara e strategica delle iniziative che si rendono ora necessarie. In tale contesto, sono stati fissati quattro *obiettivi strategici*, che rivestono tutti la medesima importanza e devono essere perseguiti parallelamente:

1. **Rendere più efficaci le norme:** il mercato unico è fondato sulla fiducia. L'effettiva applicazione delle norme comunitarie rappresenta l'unico modo per raggiungere tale obiettivo. Semplificare le norme a livello comunitario e nazionale sarà altrettanto essenziale per ridurre gli oneri sostenuti dalle imprese e creare maggiore occupazione.
2. **Eliminare le principali distorsioni del mercato:** esiste un accordo generale sul fatto che le barriere fiscali ed il comportamento anti-concorrenziale costituiscono distorsioni del mercato, che vanno superate.
3. **Eliminare gli ostacoli settoriali che impediscono l'integrazione dei mercati:** il mercato unico dispiegherà il suo pieno potenziale soltanto se verranno eliminati i rimanenti ostacoli - e, com'è ovvio, quelli che eventualmente sorgessero. A tal fine si dovrà agire a livello legislativo per colmare le lacune nel quadro del mercato unico, ma

si richiederà altresì un cambiamento considerevole nell'atteggiamento delle amministrazioni nazionali verso il mercato interno.

4. **Creare un mercato unico al servizio di tutti i cittadini:** il mercato unico genera occupazione, aumenta la libertà delle persone e avvantaggia i consumatori, assicurando al contempo un elevato grado di protezione nei settori della sanità, della sicurezza e dell'ambiente. Sono tuttavia necessarie ulteriori iniziative tendenti a migliorare anche la dimensione sociale del mercato unico. Per poter godere appieno dei diritti offerti dal mercato interno, i cittadini devono esserne consapevoli e poter esigerne il rispetto in tempi brevi.

All'interno di ciascuno dei menzionati obiettivi strategici, la Commissione ha individuato un numero limitato di importanti *azioni specifiche volte a migliorare il funzionamento del mercato unico entro il 1° gennaio 1999*. L'allegato 1 prevede un calendario differenziato di esecuzione e l'allegato 2 illustra in sintesi il contenuto delle azioni individuate. L'impostazione adottata è selettiva: è chiaro che verranno perseguite anche iniziative in altri settori al fine di potenziare il mercato unico.

OBBIETTIVO STRATEGICO 1: RENDERE PIÙ EFFICACI LE NORME

Azione 1 : rendere operativa la legislazione già adottata in materia di mercato unico

Solo il 65% delle direttive sul mercato unico sono pienamente operative in tutti i quindici Stati membri. Appare evidente che il mercato interno non può funzionare nel modo ottimale in tali condizioni. Ciascuno Stato membro sarà chiamato a presentare un calendario nazionale dettagliato ed a dimostrare l'impegno politico a colmare urgentemente tutti i ritardi nel recepimento legislativo. Il "quadro del punteggio del mercato unico" verrà utilizzato per registrare i progressi effettuati. Nel frattempo la Commissione continuerà ad espletare con determinazione e *rapidità* le procedure d'infrazione nei confronti degli Stati membri che non ottempereranno ai loro obblighi, applicando, laddove si riveli necessario, le sanzioni previste.

Azione 2 : creare una struttura per l'esecuzione delle norme e la risoluzione dei problemi

Sono gli Stati membri i principali responsabili dell'applicazione delle norme sul mercato unico. Il mercato unico non può operare efficacemente se gli Stati membri non garantiscono il pieno rispetto delle norme da parte di tutti gli interessati. Coloro che violano le norme dovrebbero essere soggetti alle sanzioni efficaci, congrue e in grado di agire da deterrente, previste dalla legislazione nazionale. Anche i problemi esistenti nell'attuale mercato unico devono essere individuati in tempi brevi per evitare di compromettere la fiducia accordata al mercato da imprese e consumatori. Gli accordi informali relativi alla cooperazione volta all'applicazione della legislazione ed alla soluzione dei relativi problemi, conclusi tra Stati membri e tra questi e la Commissione, non hanno sempre dato risultati positivi e devono a questo punto fare un salto di qualità. La Commissione esorterà quindi ciascuno Stato membro a designare un centro di coordinamento all'interno dell'amministrazione nazionale, che avrà il compito di assicurare che i problemi segnalati da un altro Stato membro o

dalla Commissione vengano risolti dalle autorità nazionali o regionali direttamente interessate, nel rispetto di scadenze precise. Dovranno altresì essere designati, all'interno dell'amministrazione nazionale, dei punti di primo riferimento facilmente individuabili, ai quali i cittadini e le imprese potranno rivolgersi per affrontare qualsiasi problema attinente al mercato unico. Tali centri di coordinamento e punti di contatto costituiranno elementi fondamentali di una struttura, semplice ma efficace, di cooperazione volta all'applicazione della legislazione ed alla soluzione dei relativi problemi. Ciò comporterà una maggiore trasparenza degli organismi responsabili di tale applicazione e permetterà un controllo reciproco della stessa. Verranno inoltre potenziati, nel quadro del secondo programma IDA, i collegamenti telematici tra le autorità competenti. Se sarà necessario, la Commissione deferirà i casi gravi di mancata applicazione al Consiglio "mercato interno" affinché si possa dimostrare, a livello politico, il fermo impegno e coinvolgimento ai fini della soluzione dei problemi. La Commissione renderà più rapide le indagini nei casi di denunce provenienti dalle imprese e da privati nonché l'espletamento delle procedure d'infrazione. Da parte loro, gli Stati membri devono rispettare rigorosamente gli obblighi previsti dalle procedure di infrazione e garantire rapidi risultati operazionali. Quando vi siano infrazioni gravi al diritto comunitario aventi serie ripercussioni sul funzionamento del Mercato Unico, la Commissione dovrebbe poter adottare misure urgenti contro quelli Stati inadempienti, adottando, se del caso, sanzioni. Il rafforzamento delle competenze esecutive della Commissione contribuirà a ridurre i ritardi nella soluzione dei problemi.

Azione 3 : fornire alle imprese un migliore accesso ad una corretta informazione

L'accesso alle informazioni è essenziale affinché le imprese conoscano le opportunità offerte dal mercato interno, le modalità per beneficiarne e per risolvere i problemi. Le informazioni

devono esser rese accessibili rapidamente e facilmente. In particolare, la Commissione istituirà uno sportello unico Internet per le informazioni su tutti i regolamenti del mercato unico concernenti le imprese; tale sportello integrerà e sarà coordinato dagli Eurosportelli, ai quali è già stato assegnato il ruolo di centro di riferimento nell'ambito del programma pluriennale (1997-2000) a sostegno delle PMI. Lo sportello Internet rientrerà nel Website "Europa" e sarà collegato anche alle reti degli Stati membri. Avvalendosi della rete Internet, le imprese potranno comunicare, a loro volta, informazioni sulle loro esperienze pratiche in materia.

Azione 4 : semplificare e migliorare la legislazione nazionale e comunitaria

L'eccessiva regolamentazione nuoce alla creazione di lavoro, massima priorità dell'Unione. Norme eccessivamente complesse, molte delle quali nazionali, comportano costi inutili per le imprese, in particolare per le PMI. La Commissione istituirà un programma permanente a verifica continua per la semplificazione ed il miglioramento della legislazione relativa al mercato unico, comprendente il progetto SLIM ed altre analoghe iniziative. Il futuro programma di lavoro includerà il regime IVA, il settore bancario, assicurativo e dei valori mobiliari, i fertilizzanti, i servizi ai consumatori, le telecomunicazioni, le norme e le procedure doganali ed eventualmente altri settori, compreso il diritto societario.

Anche gli Stati membri devono dare il proprio contributo ed impegnarsi ad intraprendere un programma parallelo di semplificazione delle procedure amministrative e regolamentari a livello nazionale. Tale programma dovrebbe includere il ricorso ad analisi approfondite sulle ripercussioni di dette procedure e dovrebbe tendere, innanzitutto, a semplificare le procedure amministrative e regolamentari nazionali applicabili alla costituzione delle imprese. L'andamento dei lavori sarà esaminato periodicamente all'interno del Consiglio per il mercato interno.

La Commissione avvierà inoltre progetti pilota al fine di migliorare le procedure di consultazione delle imprese in relazione ai costi

dell'attuazione di talune nuove proposte legislative. A tale proposito verrà anche istituito, in via sperimentale, un Gruppo pilota di imprese europee. Le organizzazioni di imprese, di cittadini e di consumatori saranno invitate a segnalare alla Commissione le norme nazionali che considerano eccessivamente complesse e che ostacolano l'accesso al mercato unico. La Commissione renderà pubbliche tali norme ed esaminerà i casi più significativi con gli Stati membri interessati.

Azione 5 : colmare le lacune dell'attuale quadro giuridico

L'attuale quadro giuridico relativo al mercato unico richiede dei miglioramenti in diversi settori. La Commissione intende proporre azioni, in via prioritaria, nei settori di seguito menzionati. Si aspetta, inoltre, che il Consiglio ed il Parlamento attribuiscono la dovuta considerazione politica a quei settori e agiscano rapidamente nei confronti delle successive iniziative della Commissione,

- **appalti pubblici:** si tratta di un settore del massimo rilievo economico, in quanto rappresenta il 12% del PIL. Il settore degli appalti pubblici in Europa non è mai stato così aperto, ma sono necessarie ulteriori azioni, come ad esempio migliorare l'applicazione e promuovere l'utilizzo dell'elettronica. Un'ampia consultazione è in corso sulla base di un dettagliato Libro verde. Entro la fine dell'anno, non appena ultimata tale consultazione, verrà proposto un piano d'azione;
- **applicazione del principio del reciproco riconoscimento:** gli Stati membri e la Commissione dovranno cooperare strettamente sui casi notificati, ai sensi della decisione 3052/95 del Parlamento europeo e del Consiglio che istituisce una procedura d'informazione reciproca sui casi in cui uno Stato membro nega l'accesso al proprio mercato a beni regolarmente prodotti o commercializzati in un altro Stato membro. Si dovrà assicurare che venga prestata adeguata attenzione a livello politico, anche in sede di Consiglio se necessario, alla effettiva applicazione del principio del reciproco riconoscimento. Nell'ipotesi in cui non si

possa rendere più efficace lo strumento del reciproco riconoscimento si dovrà considerare di prevedere un'ulteriore armonizzazione tecnica dei prodotti in alcuni settori;

- **normalizzazione europea:** notevoli successi sono stati ottenuti in questo settore, con una media di cinque norme tecniche pubblicate ogni giorno. Ciononostante non ci si può ritenere soddisfatti. Verranno avanzate proposte per dare nuovo impulso alla politica di normalizzazione, con particolare riferimento al settore della società dell'informazione. La Commissione affronterà la questione se e come le autorità possano avvalersi di tecniche specifiche che non costituiscono norme ufficiali ma che sono disponibili al pubblico ed utilizzate nel mercato, in particolare in quei settori dove non esistono norme o le norme vigenti risultano inadeguate;
- **marchi di conformità per i prodotti:** il proliferare di marchi nazionali di conformità, tanto nel settore pubblico che in quello privato, di cui vengono dotati i prodotti in aggiunta al marchio che attesta la conformità alla normativa comunitaria, rischia di comportare inutili costi e creare distorsioni di mercato per le imprese all'interno del mercato unico. La Commissione intraprenderà un esame della politica perseguita nel settore dei marchi di conformità alla luce di questa considerazione;

- **sistema comunitario dei brevetti:** saranno avanzate proposte di modernizzazione e di più agevole funzionamento del sistema dei brevetti per sostenere il settore dell'innovazione in Europa. La Commissione pubblicherà un Libro verde in tale materia nel corso del 1997 al fine di introdurre le disposizioni legislative idonee a colmare le eventuali lacune;
- **prodotti da costruzione:** a seguito della prima fase dell'iniziativa SLIM, verranno proposte modifiche alla direttiva sui prodotti per la costruzione al fine di agevolarne la libera circolazione in mancanza di norme europee;
- **regime doganale:** a seguito dell'adozione del programma "Dogana 2000", la Commissione e gli Stati membri si sono impegnati ad adottare misure volte a migliorare in modo sostanziale il lavoro dei servizi doganali al fine di garantire un'applicazione uniforme della legislazione sul mercato unico e di tutelare gli interessi finanziari della Comunità. Gli attuali lavori di informatizzazione delle procedure di transito, ai fini della riduzione delle possibilità di frode e del carico amministrativo sostenuto dalle imprese, saranno seguiti da misure che consentano di mettere a disposizione degli operatori un sistema di sdoganamento interamente informatizzato.

OBBIETTIVO STRATEGICO 2:

ELIMINARE LE PRINCIPALI DISTORSIONI DEL MERCATO

Azione 1 : Eliminare le distorsioni provocate dall'imposizione fiscale

Le barriere fiscali esistenti all'interno del mercato unico e le distorsioni che ne derivano non sono ancora state affrontate con sufficiente determinazione. Gli effetti negativi della concorrenza fiscale aumentano le difficoltà che gli Stati membri incontrano nel ristrutturare i loro sistemi fiscali e rallentano il processo d'instaurazione di un regime fiscale più coerente all'interno dell'Unione. Un approccio coordinato, in linea con quello adottato dal Gruppo per la politica fiscale, dovrebbe contribuire in modo significativo alla soluzione

di quei problemi.

Agli Stati membri viene richiesto di confermare il proprio impegno al perseguimento di un possibile accordo su un pacchetto fiscale che verrà elaborato cercando di raggiungere un equilibrio fra le esigenze dei vari interessi. In tale contesto, si dovranno prevedere:

- un codice deontologico inteso a ridurre sostanzialmente gli effetti nocivi della concorrenza fiscale che causa difficoltà a tutti gli Stati membri, in particolar modo nel settore delle imposte sulle società;

- misure atte ad eliminare le distorsioni derivanti dalla tassazione dei redditi da capitale;
- misure atte ad eliminare le ritenute alla fonte su pagamenti di interessi e di *royalties* tra società, che rientrano nelle attività di lunga data volte all'eliminazione degli ostacoli fiscali all'esercizio dell'attività economica transfrontaliera (doppia imposizione fiscale);
- misure tese ad eliminare distorsioni significative nell'ambito delle imposte indirette.

Inoltre, la Commissione preciserà lo scopo e renderà più coerente l'applicazione delle regole comunitarie in materia di concorrenza, comprese le regole in materia di aiuti di Stato.

I progressi che verranno realizzati in questo settore aiuteranno gli Stati membri a rendere i sistemi fiscali nazionali più vicini alle esigenze dell'occupazione, riducendo il costo del lavoro e promuovendo la creazione di occupazione, salvaguardando al contempo la competitività dell'economia europea. È necessario altresì adottare ulteriori iniziative al fine di eliminare gli ostacoli di natura fiscale che incontrano i lavoratori frontalieri e le barriere fiscali che impediscono l'ottimale funzionamento dei servizi finanziari. A lungo termine, ulteriori elementi di tassazione in materia societaria saranno presi in considerazione in modo da conseguire una maggiore coerenza tra i sistemi fiscali nazionali e creare così condizioni più eque per le società che operano su tutto il territorio comunitario.

Azione 2 : Creare un nuovo sistema comune d'imposta sul valore aggiunto

L'attuale sistema IVA impone alle imprese un carico eccessivo e scoraggia gli scambi transfrontalieri. Come prima azione, si invitano il Consiglio ed il Parlamento a deliberare rapidamente sulle proposte future volte alla modernizzazione dell'imposta ed all'applicazione più coerente ed uniforme della stessa, nonché quelle intese a migliorare la cooperazione amministrativa tra gli Stati membri e ad avviare quanto prima il processo di

transizione verso un sistema decisamente più semplice basato sull'origine dei beni e servizi soggetti ad IVA, come proposto dalla Commissione.

Azione 3 : Ristrutturare il sistema comunitario di tassazione dei prodotti energetici

Attualmente, solo gli oli minerali sono soggetti ad un sistema comunitario di tassazione minima. Per gli altri prodotti, gli Stati membri applicano l'aliquota d'imposta che preferiscono o decidono di non assoggettarli ad alcuna tassazione. Ne derivano distorsioni tra le diverse fonti di energia e tra gli Stati membri. La Commissione propone l'estensione del sistema di aliquote minime a tutti i prodotti energetici e l'avvicinamento graduale delle aliquote nazionali di imposta applicate a tali prodotti, tenendo presente la necessità di preservare la competitività dell'Europa.

Azione 4 : Adottare un'impostazione rigorosa nella politica della concorrenza

La rigorosa applicazione della politica di concorrenza è essenziale al fine di assicurare che le pratiche anticoncorrenziali, poste in essere da imprese o autorità nazionali, non soffochino la dinamica competitiva del mercato unico.

Il volume degli *aiuti di Stato* accordati all'interno dell'UE rimane ad un livello preoccupantemente elevato, pari a 95 miliardi di ecu all'anno (nel periodo 1992-1994), che rappresentano una percentuale del PIL compresa tra lo 0,4 e il 2,6. Inoltre, l'85% degli aiuti concessi all'industria riguarda le quattro maggiori economie dell'Unione. Oltre a causare distorsioni nella concorrenza, l'alto livello di aiuti si ripercuote nei bilanci pubblici e rischia di mettere in pericolo l'efficiente funzionamento del mercato unico. Per il fatto che gli aiuti di Stato tendono ad essere concentrati nelle imprese di grandi dimensioni, essi danneggiano anche le possibilità concorrenziali delle PMI.

L'azione della sola Commissione non è sufficiente; essa dovrà essere integrata dall'avvio di un dialogo con gli Stati membri al fine di stabilire precisi obiettivi ed un calendario